

Questions orales

Mon ministère fait une contribution importante à la technologie étudiée par la société Forintek, à la recherche sur la fusion, au Centre canadien de la géomatique, à Sherbrooke, ainsi qu'au Laboratoire de Varennes. En fait, mon ministère encourage beaucoup la recherche faite au Québec.

[Français]

M. Paul Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ): Monsieur le Président, même si on les énumérait tous, cela ne ferait tout même que 13 p. 100 du total.

Des voix: Bravo!

M. Crête: Le Québec se fait déjà avoir de 650 millions de dollars par année dans les dépenses du ministère de la Défense. Le ministère de la Justice n'accorde que 1 p. 100 de ses contrats externes au Québec et voilà que le ministère des Ressources naturelles refuse d'accorder au Québec sa pleine part des contrats de recherche et développement. La ministre peut-elle nous expliquer comment il se fait qu'encore une fois, le Québec se fait avoir?

[Traduction]

L'hon. Anne McLellan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, la vice-première ministre, m'a fait remarquer que nous faisons également une autre contribution très importante. À Montréal, le gouvernement soutient l'Institut canadien des pâtes et papiers, qui est le centre où s'effectue la recherche sur les pâtes et papiers.

Puisque le député veut parler de pourcentages, si nous excluons les mégaprojets qui sont assortis d'une clause de temporarisation et qui seront retirés de mon budget au cours de l'exercice 1996-1997, et si nous excluons la région de la capitale nationale, mon ministère consacre, au Québec, 25 p. 100 des fonds, pourcentage qui est représentatif de la population.

* * *

L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

M. Chuck Strahl (Fraser Valley—Est, Réf.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor.

Il existe deux livres rouges. Dans le premier, il est dit que les libéraux introduiront des changements afin de renforcer la Loi sur l'équité en matière d'emploi. Dans le second, il est dit que la Loi sur l'équité en matière d'emploi est généralement considérée comme une source de confrontation, une mesure bureaucratique et une loi chère à administrer.

Le ministre pourrait-il me dire quelle est la citation qui vient de son livre rouge et quelle est celle qui vient du livre rouge des libéraux de l'Ontario? Je me demande simplement dans quelle direction va le gouvernement.

L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, nous allons dans la même direction pour ce qui est d'appuyer l'équité en matière d'emploi. Le gouvernement appuie de toute évidence l'équité en matière d'emploi. Ce principe fait partie de nos priorités et nous continuerons de l'appliquer.

M. Chuck Strahl (Fraser Valley—Est, Réf.): Monsieur le Président, je laisse le soin à l'électorat de déterminer s'ils vont ou non dans la même direction.

En attendant, les livres rouges diffèrent sur ce plan, ce qui montre que les libéraux fédéraux et les libéraux provinciaux ne sont pas d'accord sur cette question. Les libéraux provinciaux veulent réduire l'équité en matière d'emploi alors que les libéraux fédéraux veulent la renforcer.

Je pose carrément la question au ministre. Le ministre approuve-t-il la politique d'équité en matière d'emploi du chef libéral provincial?

L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, ce qui importe, c'est la politique d'équité en matière d'emploi de ce gouvernement.

Le député de l'autre côté voudra peut-être jeter un coup d'oeil à la politique de Mike Harris à ce sujet, si c'est ce qu'il tend à appuyer. Ce n'est certainement pas une politique d'équité en matière d'emploi.

* * *

LE PRIX DE L'ESSENCE

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon, NPD): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie.

À maintes reprises en cette Chambre, mon collègue de Regina—Lumsden a demandé au ministre d'intervenir au sujet du prix de l'essence. Rien n'a été fait et, au cours des derniers jours, nous avons vu le prix de l'essence augmenter à nouveau, de quatre cents le litre dans certains cas, sans aucune justification économique apparente. Ces nouvelles augmentations pourraient coûter des milliards de dollars aux contribuables canadiens.

Étant donné ces récentes augmentations, le ministre de l'Industrie a-t-il l'intention d'intervenir pour protéger les consommateurs et d'instituer immédiatement une enquête sur la manipulation des prix dans les stations d'essence au Canada?

L'hon. John Manley (ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, la députée sait que le Directeur des enquêtes et recherches a mené toute une série d'enquêtes dans ce dossier, en vertu de la Loi sur la concurrence. Des poursuites ont été intentées et certaines causes ont déjà été entendues par les tribunaux. La députée sait aussi que, selon moi, la concurrence est le meilleur moyen de contrôler les prix.

● (1500)

Je sais que la réglementation des prix fait partie des dogmes du NPD et peut-être que dans son prochain plan quinquennal, la députée expliquera comment elle envisage contrôler les prix de l'essence au cours des cinq prochaines années. Pour ma part, je ne crois pas que la réglementation soit la façon d'obtenir le meilleur prix pour les consommateurs canadiens. Nous devons plutôt prendre des mesures vigoureuses et efficaces pour faire respecter nos lois sur la concurrence et c'est ce que nous avons l'intention de faire.